

# **CONTRIBUTION DU CCEB /BF DANS LE CADRE DE CONFINTEA**

**Thaïlande du 4 au 5 septembre 2003**

## **L'ALPHABETISATION DES ADULTES AU BURKINA FASO**

### **INTRODUCTION**

Dans le système éducatif burkinabé, l'alphabétisation des adultes concerne une grande majorité de la population du pays, environ 80% en 1994 selon NIAMEOGO (1996). L'importance de sa place dans les préoccupations nationales s'illustre non seulement par l'existence, d'une part, d'un département ministériel chargé de la mise en œuvre des orientations politiques (Cabinet du Ministre Délégué chargé de l'Alphabétisation et de l'Education Non Formelle) et, d'autre part, de nombreux mouvements associatifs travaillant dans ce secteur (ONG, fédérations, associations diverses) mais aussi par le développement de nombreuses initiatives et formules pour soutenir sa promotion et son succès.

C'est dire donc tout l'intérêt de l'alphabétisation qui, depuis plusieurs années, est mise en œuvre avec des résultats qui restent encore en deçà des attentes. En effet, selon la Direction Générale de l'Alphabétisation et de l'Education Non Formelle, le taux d'alphabétisation en 2002 n'est que de 28% (source : CASEM extraordinaire du MEBA en 2003).

La présente note n'a pas la prétention de présenter de manière exhaustive l'évolution de l'alphabétisation au Burkina Faso, elle se veut de donner quelques éclairages pouvant permettre de mieux soutenir les initiatives et expériences en cours à travers une articulation comprenant :

- une description succincte de la structuration actuelle de l'alphabétisation ;
- la présentation synthétique du bilan des deux dernières campagnes d'alphabétisation (2001-2002 et 2002-2003) ;
- l'examen des facteurs favorables et des facteurs limitants ;
- l'exposé des perspectives.

### **1. STRUCTURATION ACTUELLE DE L'ALPHABETISATION**

L'alphabétisation des adultes est mise en œuvre dans les Centres Permanents d'Alphabétisation et de Formation (CPAF). Sa structuration actuelle comporte trois niveaux de formation qui peuvent être brièvement décrites comme suit :

- l'Alphabétisation Initiale (AI) avec des cours d'apprentissage de la lecture, de l'écriture et du calcul pour donner à l'apprenant une maîtrise de lecture courante et expressive, une aptitude à

s'exprimer par écrit, une connaissance parfaite des mécanismes et du sens des 4 opérations et une capacité à résoudre des problèmes simples et pratiques du vécu quotidien ;

- la Formation Complémentaire de Base (FCB) destinée notamment à consolider chez l'alphabétisé issu de AI les acquis en termes de savoir, savoir-faire et savoir être pour davantage comprendre les problèmes de son milieu, avoir conscience de ses devoirs et droits et participer de manière conséquente au développement socio-économique de sa communauté ;
- la Formation Technique Spécifique (FTS) pour soutenir les connaissances, les techniques et les aptitudes acquises dans les deux précédents niveaux permettant à l'alphabétisé d'améliorer ses conditions d'existence et partant le développement harmonieux de sa communauté .

## **2. PRESENTATION DU BILAN SYNTHETIQUE DES DEUX DERNIERES CAMPAGNES**

Les données chiffrées présentées ici relèvent des informations reprises dans différentes publications parmi lesquelles on citera notamment celles provenant de la Direction Générale de l'Alphabétisation et de l'Education Non Formelle et des Assises Nationales sur l'Education au Burkina Faso tenues en 2002. Elles ne concernent pas tous les niveaux de formation de l'alphabétisation par manque de données et celles que nous avons pu collecter se présentent comme ci-après.

En 2002 on a dénombré 2437 CPAF existants parmi lesquels 627 (environ 26%) seulement sont implantés en matériaux définitifs, le reste est sous différentes formes (paillotes, hangars...) donc à situation précaire. A cette date également et toutes appellations confondues (ONG, associations, fédérations, groupements, projets...) le nombre d'opérateurs en alphabétisation était de 376 avec une répartition géographique fortement inégale comme par exemple 60 opérateurs recensés dans la région du Nord du pays contre 11 dans celle des Hauts Bassins.

En 2001-2002 et en 2002-2003 le taux d'alphabétisation était respectivement de 26 % et de 28% ; le nombre d'inscrits en AI était de 106 640 apprenants contre 113 236. Il y a eu un accroissement de 2% au niveau du taux d'alphabétisation et de 6,18% au niveau du nombre d'inscrits en AI.

Au niveau des d'inscrits en AI, on note que le nombre de femmes est de 61 198 en 2001-2002 et de 58 666 en 2002-2003. Dans la même chronologie, le nombre d'hommes est de 45 442 et de 54 570. Une lecture approfondie de ces indications fait ressortir que le nombre de femmes a sensiblement baissé ( 4,13%) tandis que celui des hommes a cru (environ 20,1%). Nous n'avons aucune explication par rapport à ces tendances qui méritent d'être relevées au cours des prochaines campagnes.

Au regard de ce qui précède, on peut souligner que beaucoup d'efforts restent à faire pour atteindre des résultats plus satisfaisants et à cet égard des espoirs sont permis avec

l'exécution effective du Plan Décennal de Développement de l'Éducation de Base (PDDEB) qui, à l'horizon 2010, vise un taux d'alphabétisation de 40% et la construction de 4 000 CPAF.

### **3. FACTEURS FAVORABLES ET FACTEURS LIMITANTS**

L'analyse de la situation actuelle de l'alphabétisation au Burkina Faso permet de dégager des enseignements non exhaustifs certes mais largement inspirés du capital d'acquis de ce secteur depuis maintenant plus de 40 ans et que nous catégorisons en deux rubriques : facteurs favorables et facteurs limitants.

#### **3.1. Facteurs favorables**

La mise en œuvre de différentes formules a permis à l'alphabétisation de :

- 1) susciter un réel engouement auprès des populations et de réduire assez sensiblement le taux d'analphabétisme dans le pays ;
- 2) choisir la stratégie du Faire-Faire pour une coordination efficace et efficiente des actions et une mobilisation adéquate des potentialités des différents partenaires en faveur de l'alphabétisation ;
- 3) redéfinir chaque fois que de besoin les objectifs et les programmes de formation pour mieux les adapter au contexte et aux orientations prioritaires de développement ;
- 4) concevoir des outils et des instruments d'évaluation pour un meilleur contrôle des formations dispensées aux publics cibles ;
- 5) disposer d'un pool de compétences nationales pour davantage renforcer les opportunités d'intervention sur le terrain ;
- 6) développer et promouvoir les langues nationales à travers les efforts progressifs et soutenus de la recherche linguistique ;
- 7) mettre en place, au plan national d'une part, des mécanismes d'appui et de promotion de l'alphabétisation à travers le Fonds pour l'Alphabétisation et l'Éducation Non Formelle (FONAENF), et au plan local d'autre part, des mécanismes de dynamisation et d'appropriation du processus à travers essentiellement les services décentralisés et les Comités de Gestion des Centres (COGES).

#### **3.1. Facteurs limitants**

Ils sont variés, de nature et d'ordre divers mais nous nous attacherons à ne faire cas que de quelques uns d'entre eux. Il s'agit de :

- 1) l'insuffisance de la participation féminine aux campagnes d'alphabétisation liée à des problèmes socio-culturels ou économiques tels que les charges familiales, la réticence des

époux, le complexe des femmes vis à vis de leurs maris, l'âge, le manque de moyens pour la satisfaction des besoins primaires de la femme pendant les formations etc.... ;

- 2) l'insuffisance du personnel formé et qualifié non seulement pour les formations mais aussi en post - alphabétisation ;
- 3) l'absence d'un environnement lettré en langues nationales propice au maintien et à l'accroissement du niveau des néo – alphabètes par eux-mêmes ;
- 4) l'utilisation encore exclusive du français dans la vie politique, administrative, économique et juridique ;
- 5) l'insuffisance, au plan local, de moyens logistiques et de personnel qualifié pour l'encadrement et le suivi pédagogique ainsi que pour la collecte et l'analyse des données ;
- 6) la non complémentarité parfaite des deux sous-systèmes éducatifs (formel et non formel) dont l'impact se ressent tant au niveau de l'efficacité des actions que de l'utilisation des moyens sur le terrain.

Cette revue des facteurs favorables et de ceux limitants n'a pas fait le tour complet de la question, toutefois et notamment au niveau des facteurs limitants beaucoup d'efforts ont été développés et des actions telles que la mobilisation des partenaires à travers le Cadre de Concertation des Acteurs de l'Education de Base (CCEB), le FONAEF, l'initiative des Pays Pauvres Très Endettés (PPTE), pour ne citer que ces exemples, sont de nature à permettre d'enrayer sinon de minimiser les impacts des facteurs limitants.

#### **4. PERSPECTIVES**

Dans la présente note, nous n'envisagerons que quelques perspectives à court terme étant entendu qu'en fonction de l'évolution de l'alphabétisation les rectifications et les aménagements utiles s'imposeront de fait.

Aussi, nous pensons que dans cette échéance les efforts devront être en priorité orientés vers :

- 1) la promotion des langues nationales par l'édification d'un environnement social et administratif favorable à leur utilisation pratique (introduction du bilinguisme à tous les niveaux du système éducatif formel, renforcement de la création de revues, initiation du personnel de l'administration à la transcription des langues nationales etc...) ;
- 2) la sensibilisation des femmes à s'alphabétiser qui passe par le renforcement des initiatives d'actions génératrices de revenus pour résoudre l'épineux problème de la satisfaction des besoins primaires de la femme pendant les formations ;
- 3) le plaidoyer en faveur de l'éducation de la fille et de la femme pour enrayer les tabous sociaux et les complexes divers ;
- 4) le renforcement de l'indispensable rapprochement des sous-systèmes formel et non formel pour une synergie efficace et efficiente des actions d'éducation ;

- 5) la conjugaison des moyens financiers pour soutenir les efforts nationaux dans le cadre de la mise en place des infrastructures de formation ;
- 6) la formation en quantité suffisante de personnel qualifié pour le suivi-encadrement de proximité ainsi que pour la collecte et l'analyse des données ;
- 7) la valorisation des expériences d'alphabétisation réussies assortie de différentes formes de reconnaissance des mérites (décorations et autres actions d'émulation).

**5 LES ACTIONS DE PLAIDOYER QUE LE CCEB ENTEND MENEES AU COURS DES PROCHAINES CAMPAGNES D'ALPHABETISATION SONT LES SUIVANTES :**

- 1) Un plaidoyer ciblé en direction des maris afin qu'ils autorisent et encouragent les femmes à s'alphabétiser.
- 2) Un plaidoyer en direction des planificateurs et concepteurs de programmes d'éducation des adultes afin qu'ils prennent en compte l'approche genre, surtout l'intégration des besoins pratiques et intérêts stratégiques des femmes dans les programmes.
- 3) Un plaidoyer en direction de tous les opérateurs intervenant dans le secteur afin qu'ils développent des documents et autres supports visant à créer un environnement lettré au bénéfice de la post-alphabétisation.

**CONCLUSION**

La présente note, comme déjà évoqué à maints endroits, se veut comme une contribution à une évolution encore plus grande de l'alphabétisation dans le cadre global de développement humain durable. Cette préoccupation se ressent davantage si l'on considère que le secteur de l'alphabétisation est celui qui, pour le Burkina Faso, a été le plus indexé dans le rapport du développement humain durable 2003 produit par les Nations Unies. C'est pourquoi notre analyse de la situation, en dépit des insuffisances relevées, a été portée sur la définition d'actions ciblées et réalisables dans le court terme ; lesquelles actions peuvent être partagées par tous les acteurs et les partenaires de l'éducation pour le développement.

CCEB /BF  
28/08/03